

FLN

Les contestataires épinglent Saâdani sur l'affaire du gaz de schiste

Les contestataires de Amar Saâdani, à savoir l'aile conduite par Abderrahmane Belayat qui dénie toute légitimité à l'actuelle direction nationale du Front de libération nationale, ont organisé, hier en leur siège, la fameuse villa d'El Biar, une conférence-débat sur la question brûlante de l'heure: «Gaz de schiste : désinformation et réalités». Difficile de ne pas penser , déjà, à une réponse cinglante en direction de Saâdani.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Ce dernier, faut-il le rappeler, avait délégué les membres du bureau politique pour se rendre dans les wilaya du Sud agitées par des contestations monstres, non sans avoir multiplié des déclarations accusant les autorités d'avoir délaissé les population du Sahara. «Que n'a-t-on pas entendu ou lu ces dernières semaines sur cette histoire de gaz de schiste (...) Tout est présenté comme si nous

avons pris les populations du Sud par surprise! Quand on lit la presse, on croirait que les populations du Sud sont abandonnées, que le gouvernement a pris la fuite, que c'est la grande débandade. Certains sont même allés jusqu'à comparer cette affaire de gaz de schiste avec les essais nucléaires ! Et puis, qu'un responsable, pas de l'opposition mais prétendument d'un parti du pouvoir déclare que le Sahara est marginalisé, c'est vraiment scan-

daleux!» C'est en ces termes que l'ancien ministre Abderrahmane Belayat introduit le débat auquel prendront également part les anciens ministres Amar Tou et Rachid Harraoubia, ainsi que l'ancien porte-parole du FLN, Kassa Aïssa. Les intervenants parlent au nom du FLN. «Nous sommes un parti sérieux et responsable qui ne verse jamais dans l'enfantillage politique. Pour préparer ce dossier, j'ai personnellement sollicité des experts en la matière», expliquera encore Belayat. Avant de poursuivre , pour enfoncer davantage Saâdani : «Le FLN est sur cette question depuis les accords d'Evian! En plus, dès la mort de Boumediène, et à l'occasion du 4^e congrès du parti, en 1979, deux thèmes avaient été débattus : la valorisation des hydrocarbures et la valorisation des ressources en eau.» En d'autres termes, l'actuelle équation

que présente cette affaire de gaz de schiste! Attestant ce fait, Amar Tou ajoutera un troisième thème abordé par ce quatrième congrès du FLN «la valorisation de nos ressources minières».

L'ancien ministre des Transports ne manquera pas de lier cette affaire aux grands enjeux géostratégiques n'excluant pas d'éventuelles manœuvres pour empêcher l'Algérie de mettre en valeur ses ressources énergétiques. Contestant fermement cette affirmation que l'Algérie n'a rien fait pour les populations du Sud, Amar Tou considérera, par contre, que le grand problème qui demeure dans ces vastes régons du Sud est «la distance. Le problème des grandes distances entre les localités peut être réglé par un nouveau découpage administratif qui peut se faire immédiatement, sans nécessairement l'as-

socier avec celui qui concernera toutes les régions du pays». Quant à Rachid Harraoubia, chiffres à l'appui, il fera ressortir que l'Algérie «qui recèle les troisièmes grosses réserves en gaz de schiste dans le monde, ce qui représente quatre fois plus que nos actuelles réserves en hydrocarbures conventionnelles» devrait aborder cette question d'une manière dépassionnée. Cela, tandis que Kassa Aïssa ne manquera pas de rappeler que «le FLN est le parti qui, historiquement, avait adopté la politique de l'équilibre régional».

De manière générale, les intervenants considèrent que le gouvernement aurait dû plutôt expliquer que l'exploitation du gaz de schiste ne représentait aucun risque au lieu de se brouiller dans un cafouillage monstre, en matière de communication.

K. A.

MOHCINE BELABBAS, PRÉSIDENT DU RCD :

«La conférence de Mazafran a fait beaucoup de mal au pouvoir»

Au RCD, on ne perd pas de vue l'essentiel des questions qui doivent polariser le débat public. Dont la nécessité de la mise sur pied d'une instance indépendante de supervision des élections, seule à même de faire renouer le peuple avec sa souveraineté.

M. Kebci-Alger (Le Soir) - D'où, a soutenu le président du parti, hier lundi, au forum du quotidien *Liberté*, l'adoption par le parti de cette option qui a fini, des mois plus tard, par être partagée par une quarantaine de partis et une trentaine de personnalités nationales. Une revendication aux côtés de bien d'autres qui ont été par la suite débattues et adoptées lors de la conférence nationale portant transition démocratique dont le RCD fut et demeure un des promoteurs les plus en vue.

Ce rendez-vous de l'opposition, une première dans le pays, comme l'a qualifiée Mohcine Belabbas, n'a pas été sans déranger en haut-lieu. «La conférence de Mazafran a fait beaucoup de mal au pouvoir par le nombre et la qualité des participants et de sa coïncidence avec les concertations autour du projet de révision constitutionnelle dont le président a fini par admettre l'échec tout récemment», a-t-il dit. Mais pas que cela, les recommandations adoptées à l'issue de ce conclave, tournant autour de l'essentiel du débat, le vrai, ont fait le reste. Ce qui a contraint le pouvoir, a-t-il ajouté, de recourir à sa ruse légendaire, «le gain de temps».

D'où l'annonce de la reprise du projet de révision constitutionnelle ou encore son empressément à accueillir à bras ouverts la feuille blanche du FFS. Mais que l'on se détrompe à propos de cette «bienséance», le président du RCD, tenant en tout premier lieu à rappeler que le pouvoir n'a pas pour habitude «d'accepter des initiatives en

dehors de ses bases», «il accompagnera bien le projet mais pour un temps, histoire de gagner du temps», a ironisé Belabbas pour qui l'initiative du plus vieux parti d'opposition «n'en est pas une» puisque, se basant sur une «feuille blanche».

A contrario de ce que propose la CNLTD qui a, a-t-il expliqué, proposé au débat public un avant-projet de texte qui a été discuté et adopté lors du conclave de Zéralda, le 10 juin dernier. Et puis, a ajouté le conférencier, notre initiative «s'adresse à l'opinion publique au moment où le FFS s'adresse au pouvoir. Car, pour la CNLTD, il s'agit d'établir un «rapport de forces à même de discuter avec le pouvoir en position de force au moment opportun». «Nous ne voulons pas de strapontins, nous ne voulons pas du pouvoir, nous voulons juste restituer au peuple sa souveraineté à travers l'instauration d'une instance indépendante de supervision des élections», a encore expliqué le président du RCD pour qui «il n'est pas interdit au président en exercice de se représenter, l'essentiel étant d'avoir

un «président légitime». Estimant que l'option de la rue est inévitable, le président du RCD a relevé la nécessité pour les partis de pouvoir «l'encadrer et la canaliser». Belabbas a aussi abordé bien de questions brûlantes de l'actualité nationale. Il a proposé, dans ce sens, un moratoire reconductible au sujet de l'option de l'exploitation du gaz de schiste qui suscite une vive opposition dans le sud du pays. Un moratoire que le RCD considère comme une «mesure de bon sens» à même d'établir, selon lui, «la fiabilité de la maîtrise maximale des «techniques d'extraction». Pour ce qui est des mesures d'austérité dont a fait part le gouvernement, Belabbas a invité ce dernier à «donner l'exemple» à travers une batterie de mesures dont la réduction des représentations diplomatiques et consulaires « inutiles, celle des ministères ou encore la suppression de bien des dépenses tout aussi inutiles que farfelues comme le renouvellement récurrent des parkings d'institutions,...

M. K.

RENCONTRES MINISTRES-FCE

Les critiques de l'opposition

La délégation du FCE, conduite par son tout nouveau président Ali Haddad, chez les ministres du gouvernement Sellal, fait parler d'elle. Les décisions annoncées expressément à l'issue de chaque réunion suscitent des interrogations. Pour le président de Jil Jadid, Sofiane Djilali : «Nous sommes face à un pouvoir parallèle qui tire sa substance de l'absence du chef de l'Etat». Le porte-parole du MSP, Zineddine Tebal, estime que c'est «très dangereux de voir l'argent se substituer aux institutions». La SG du PT, Louisa Hanoune, considère que «Ali Haddad s'est substitué au gouvernement et au chef de l'Etat».

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - La tournée de la délégation du Forum des chefs d'entreprises, à sa tête l'homme d'affaires Ali Haddad, chez déjà dix ministres donne matière à polémique. L'entrevue, dimanche, entre le FCE et le ministre des Transports Amar Ghoul n'est pas passée inaperçue. Une rencontre à l'issue de laquelle, des décisions importantes ont été annoncées, entre autres l'ouverture de l'espace aérien et le fret maritime au privé. Des chasses gardées sur lesquelles tous les gouvernements n'ont jamais voulu céder. Ainsi, ce que beaucoup n'ont pas réussi à obtenir pendant des années, le tout nouveau patron du FCE l'a eu en l'espace d'une entrevue. Pour le porte-parole du MSP, Zineddine Tebal «si nous étions dans une démocratie où chacun avait son rôle, ces rencontres seraient banales». Mais hélas, soutient-il «nous connaissons la proximité d'Ali Haddad avec le clan présidentiel». Il

ajoute à ce propos : «Les ministres qu'il a rencontrés sont venus le jour de son élection à la présidence du FCE. Il est clair que ces hommes d'affaires sont en passe de prendre le relais du pouvoir. Est-ce que ce n'est pas eux qui gouvernent aujourd'hui, et quels sont dorénavant les rôles des institutions ?».

Zineddine Tebal précise que «le MSP n'a rien contre les hommes d'affaires qui participent au développement de l'économie nationale et la construction du pays». Mais ce qu'il n'admet pas et considère problématique c'est de «voir des patrons plus puissants que des ministres». Il juge même que «c'est très dangereux de voir l'argent se substituer aux institutions».

C'est le fruit du 4^e mandat !

Le président de Jil Jadid, Sofiane Djilali, livre de son côté la même lecture, mais dans des propos plus audacieux. Pour lui, : «C'est le fruit du 4^e

mandat». Il ira d'ailleurs plus loin en considérant que c'est «la disparition du gouvernement pour laisser place à des structures nouvelles, parallèles et informelles». Il soutient que «c'est maintenant le président du FCE qui donne des instructions aux ministres à la place du président de la République». Sofiane Djilali estime aussi que «le gouvernement n'a plus aucune existence et qu'il est là pour la forme». Il ajoute que «toutes les décisions viennent d'ailleurs». Et ce à quoi cela rime, le président de Jil Jadid livre davantage d'explications : «C'est un signe de l'effondrement d'un pouvoir politique. Plus aucune institution n'est d'ailleurs fonctionnelle. Premier ministre, ministres, APN, Sénat, APW n'ont plus aucun rôle. Donc, après l'effondrement du pouvoir politique, c'est bientôt le fondement de l'Etat qui sera menacé».

Aussi, Sofiane Djilali ne comprend pas comment Ali Haddad qui a été coopté par une trentaine de chefs d'entreprises, à la tête d'une structure à caractère syndical, c'est maintenant lui qui donne des instructions au gouvernement. Plus grave encore, regrette-t-il, «il convoque les ministres pour exiger des mesures». Conclusion du président de Jil Jadid : «Ce ne sont donc plus les structures habituelles qui dirigent le pays. Nous sommes face à un pouvoir parallèle qui tire sa substance de l'absence du chef de l'Etat. Les prérogatives constitutionnelles d'Abdelaziz

Bouteflika se trouvent éparpillées entre différents acteurs illégitimes».

«Collusion entre les affaires et les institutions de l'État»

Pour la SG du Parti des travailleurs «c'est une dérive d'une extrême gravité et sans précédent. Pour Louisa Hanoune, «cette dérive vient confirmer un dérapage qui a commencé il y a quelques mois déjà, lorsque des ministres sont partis faire acte d'allégeance au candidat du FCE». L'ouverture du ciel au privé signifie, à ses yeux, «la remise en cause totale de la souveraineté du pays». Sur ce même chapitre la première dame du PT livre une confidence : «J'ai discuté avec le ministre des Transports, et il a confirmé ce que je pensais déjà. L'ouverture du ciel est une exigence américaine parmi d'autres pressions multiples sur notre pays. Il a d'ailleurs renvoyé au gouvernement la décision et le Président n'a pas encore tranché». Elle ajoute à ce propos : «Si le gouvernement décidait d'une telle option, ce serait poignarder l'Algérie dans le dos. Le PT s'opposera et combattra cette option de toutes ses forces». Mais le plus grave pour Louisa Hanoune consiste en un fait qu'elle dénonce fortement : «apparemment, Ali Haddad est devenu le chef de l'Etat à l'insu de tout le monde. C'est décidément lui qui tient le levier des commandes et dicte les orientations économiques». Aussi, et même si la SG du

PT reconnaît que «le patronat peut aider dans le développement économique du pays», elle estime qu'à ce niveau «il n'est pas dans son rôle». Elle en rajoute d'ailleurs une couche pour mieux situer Ali Haddad : «Il s'est substitué au gouvernement et au chef de l'Etat. Il parle même au nom de la République». L'équation est ainsi simple pour Louisa Hanoune : «L'ouverture du ciel signifie la mise à mort d'Air Algérie et de Tassili Air Lines. Et les assurances que le président du FCE donne concernant les lignes rentables qu'Air Algérie pourrait garder, c'est exactement le même discours que tenait Abdelmoumène Khalifa». Pour elle, «c'est le démembrement de tout un secteur qui bat pavillon national». Abordant les dysfonctionnements qui ont récemment caractérisé Air Algérie, elle affirme qu'il s'agit d'un «complot à mettre en relation avec l'ouverture du ciel. C'est un plan assassin. On est en train de préparer l'opinion publique. Ce n'est pas le patronat algérien qui va d'ailleurs exploiter l'ouverture de l'espace aérien mais les compagnies étrangères». Elle lance un soupir : «J'interpelle le président de la République. Il s'agit de Khalifa bis». Louisa Hanoune conclut : «Nous avons aujourd'hui la confirmation par les faits de nos contraintes concernant la collusion entre les affaires et les institutions de l'Etat».

M. M.